SAVOIE Près de 5 800 postes devraient être supprimés dans les finances publiques d'ici 2023

Large mobilisation contre la réforme des finances publiques

Près d'un agent des services fiscaux sur deux était en grève ce mardi en Savoie. À Chambéry, l'intersyndicale demande « le retrait » de la réforme de l'administration fiscale.

Rassemblés en intersyndicale, les agents ont dénoncé les suppressions de postes. Photo Le DL/E. M.

Près de la moitié (46,11 %) des agents des finances publiques du département était en grève ce mardi. Ils protestent contre la réorganisation de l'administration fiscale annoncée pour 2022 et lancée par le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin.

Rassemblés en intersyndicale dans plusieurs villes de Savoie, les agents dénoncent les nouvelles suppressions de postes et un dialogue inexistant au sein de l'administration fiscale. « C'est simple, nous demandons le retrait de la réforme. […] C'est de l'enfumage complet », s'agace Gilles Falcoz du syndicat Force ouvrière.

Annoncée en juin dernier, la réforme doit répondre aux résultats du Grand débat et vise à « une meilleure accessibilité des services publics à la population et une meilleure relation de proximité entre les agents et les usagers », dixit Bercy.

Problème, cette réorganisation s'accompagne d'une mutualisation de nombreux services. « On ne sait pas combien de postes seront supprimés, ni comment sera gérée la mobilité des agents », s'alarme Muriel Orenes de la CGT.

Et il n'y a pas que les syndicats qui s'inquiètent de cette future réforme. Yves Husson, président de l'association des maires ruraux de Savoie était aussi sur place. « Nous ne sommes pas hostiles aux réformes, si cela permet de faire évoluer les services […] mais là nous n'avons aucune garantie… »

Le projet définitif annoncé « vers la fin du mois d'octobre »

De son côté, la direction assure que la concertation continue : « Nous restons ouverts aux discussions. Nous avons rencontré beaucoup d'élus pour présenter le projet. Il y aura certainement des ajustements d'ici la fin octobre. […] Mais sur les grands principes, on garde le cap car cette réforme est nécessaire », explique le directeur départemental des finances publiques Jean-Michel Blanchard. « Mais cette grève montre aussi qu'il faut poursuivre nos efforts pour mieux communiquer sur l'accompagnement des agents ». D'autres réunions devraient avoir lieu dans les semaines à venir avant l'annonce du projet définitif, « vers la fin du mois d'octobre ».

Etienne MERLE

À Moûtiers, les agents dénoncent la suppression de plusieurs trésoreries

Les agents des finances publiques se sont réunis devant le centre des impôts à Moûtiers.
Photo Le DL/Joelle SARRAZIN

Lundi matin, à l'appel de l'intersyndicale Finances publiques CGT/FO- Solidaires-CFDT/CFTC, les agents des finances publiques se sont rassemblés devant le centre des impôts de 10 à 12 heures pour protester contre les fermetures de centres des impôts en zone rurale et les baisses des effectifs.

Par cette journée d'action, les syndicats veulent dénoncer le «démantèlement qui touchera le réseau des finances publiques d'ici 2021 à Moûtiers et notamment la suppression des trésoreries de Bourg-Saint-Maurice, Aime, Bozel, Moûtiers, des services des impôts des entreprises et le service des impôts des particuliers».

« Pas de fermeture de trésorerie en Savoie ni en 2019 ni en 2020 »

Suite à un article paru dans Le Dauphiné Libéré, sur la restructuration de la carte des trésoreries en Savoie, Jean-Michel Blanchard, directeur départemental des finances publiques de la Savoie, a rappelé qu'"aucune fermeture de trésorerie n'est programmée en Savoie ni sur la fin de l'année 2019 ni en 2020". Il ajoute que "le plan déployé prévoit sur la Savoie une augmentation du nombre de communes où il y aura des points de contact avec l'usager, passant de 24 à 31 communes".

Alors qu'un salarié, sous couvert d'anonymat, déclarait que « la direction (avait) clairement indiqué que les situations personnelles ne seraient pas prises en compte », le directeur départemental répond qu'"au contraire, chaque situation sera examinée individuellement. La direction s'est déplacée dans toutes les structures concernées par la nouvelle organisation pour rencontrer tous les agents. Ceux-ci seront accompagnés individuellement pour que chacun trouve sa place dans la nouvelle organisation. Il n'y aura pas de mobilité forcée et des aides sont prévues pour les agents dont le temps de trajet pour se rendre au travail serait allongé".